

*L'économie sociale au Nord et au Sud*, J. Defourny, P. Develtere, B. Fonteneau (édit.). De Boeck Université, 1999, 269 p.

Jean-François Draperi

Numéro 278, octobre 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1023856ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1023856ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut de l'économie sociale (IES)

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Draperi, J.-F. (2000). Compte rendu de [*L'économie sociale au Nord et au Sud*, J. Defourny, P. Develtere, B. Fonteneau (édit.). De Boeck Université, 1999, 269 p.] *Revue internationale de l'économie sociale*, (278), 89–90.  
<https://doi.org/10.7202/1023856ar>

durablement, si eux et leur patron le souhaitent, propriétaires de leur outil de travail. Mais ils le deviennent en devenant actionnaires, et non pas en mélangeant les genres. Il ne faudrait pas que l'économie sociale se trompe : sa logique d'organisation n'est en rien celle d'une société à gestion paritaire, elle offre au contraire un modèle dans lequel les partenaires obéissent à la même logique de création de valeur ; la société anonyme n'offrirait jamais cette perspective.

**François Soulage** ●

### L'économie sociale au Nord et au Sud

J. Defourny, P. Develtere, B. Fonteneau (édit.). De Boeck Université, 1999, 269 p.

Cet ouvrage de synthèse aborde l'économie sociale dans le monde selon une perspective Nord-Sud. C'est sans doute le premier à ambitionner une interprétation aussi large de l'économie sociale. L'ouvrage commence par une mise au point essentielle : le débat économie sociale-économie solidaire est dépassé, l'économie solidaire étant une lecture spécifique de l'économie sociale. Le vrai débat au sein du tiers secteur est celui entre la conception anglo-saxonne du *non profit sector* et l'économie sociale. Les auteurs se situent résolument dans la perspective économie sociale parce que celle-ci présente l'avantage de ne pas se limiter aux activités non lucratives. On connaît l'enjeu de cette question au moment où les coopératives et les mutuelles risquent de voir leur statut mis en cause par le marché et par les pouvoirs publics (en particulier européens).

Cet ouvrage s'intéresse en premier lieu aux nouveaux chantiers de l'économie sociale dans le monde : le chômage, l'exclusion, la crise de l'Etat-providence et, dans les pays du Sud, l'insécurité alimentaire, la non-satisfaction des besoins élémentaires en matière de santé, d'éducation ou d'habitat, les difficultés liées aux programmes d'ajustement structurel.

La perspective Nord-Sud s'avère d'un très grand intérêt dans la mesure où elle révèle la force des résonances entre les initiatives qui émergent et se

développent sur toute la planète : « *Il s'agit toujours d'hommes et de femmes qui s'associent à la base pour relever des défis vécus en commun* » (p. 14).

Dans un chapitre introductif, qui constitue une remarquable synthèse de la littérature relative à la question, Jacques Defourny et Patrick Develtere dessinent les contours de l'économie sociale au Nord et au Sud et proposent une définition : « *L'économie sociale regroupe les activités économiques exercées par des sociétés, principalement coopératives, des mutualités et des associations dont l'éthique se traduit par les principes suivants : (1) finalité de services aux membres ou à la collectivité plutôt que de profit ; (2) autonomie de gestion ; (3) processus de décision démocratique ; (4) primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus.* » (p. 38).

La première partie fait le point sur quatre grands chantiers : l'épargne et le crédit dans les pays en développement (Christian Jacquier), l'émergence d'un mouvement mutualiste au Sud en réponse aux difficultés d'accès à la santé et à la prévoyance (Chris Atim), l'essor du commerce équitable dans les échanges Nord-Sud (Michael Barratt Brown et Sophie Adam) et la création d'emplois dans les pays occidentaux (Danièle Demoustier et Enzo Pezzini).

La seconde partie présente des grilles de lecture de l'économie sociale permettant de comprendre les enjeux : l'articulation des stratégies individuelles des acteurs et des dynamiques collectives – dont l'une des traductions françaises actuelles prend la forme de la coopérative d'intérêt collectif –, qui est analysée par Isabel Yépez del Castillo et Sophie Charlier à partir d'exemples latino-américains. Bénédicte Fonteneau, Marthe Nyssens et Abdou Salam Fall approfondissent les relations entre l'économie sociale et le tiers secteur à partir des apports de l'économie populaire. Les auteurs mettent en garde « *contre les dangers d'une diffusion du terme d'économie sociale ou solidaire qui ferait fi d'une réflexion sur les réalités spécifiques des formes d'organisations au Sud* » (p. 175). Contrebalançant en quelque sorte la perspective précédente, Bishwipriya Sanyal montre les limites du développement par le bas ; il met en évidence le fait que « *les sphères*

*formelle et informelle n'entretiennent pas de relations "naturelles" et ne coopèrent généralement pas* » (p. 192), d'où l'importance de mieux connaître les moyens favorisant les interactions entre ces sphères. Benoît Lévesque, Marie-Claire Malo et Jean-Pierre Girard étudient le cas québécois, exemplaire à bien des égards pour l'Hexagone. On retiendra en particulier un constat qui me semble également validé pour la France : les clivages entre ancienne et nouvelle économie sociale sont fragiles et souvent moins pertinents que des clivages internes au sein de la nouvelle économie sociale. L'enjeu de nouveaux partenariats entre l'État et la société civile fait l'objet d'un chapitre rédigé par Jean-Louis Laville et Guy Roustang, qui proposent d'analyser la nouvelle économie sociale dans une perspective d'économie solidaire.

L'ouvrage se termine sur deux chapitres de conclusion : « Économie sociale et mondialisation » (Louis Favreau) et « Économie sociale et coopération internationale » (Réginald Moreels), autour de deux idées majeures : d'une part, la mondialisation de l'économie engendre de nouvelles formes d'exclusion au Nord comme au Sud et rétrécit les marges de manœuvre des États ; d'autre part, l'une des pistes qui doivent permettre à l'économie sociale de dépasser le stade de l'expérimentation passe par la redéfinition des modalités de la coopération internationale entre les pays du Nord et les pays du Sud. Sous cet angle, le soutien à l'économie sociale ne peut reposer sur un carcan rigide, étroit, dans l'esprit « *top-down* ». Il convient au contraire d'adopter une démarche humble, ce qui implique, entre autres choses, d'être capable de se mettre à l'écoute des initiateurs et bénéficiaires des initiatives « *de la base* » (p. 261).

Ouvert sur l'expression d'idées différentes et nouvelles, cet ouvrage élargit les conceptions traditionnelles de l'économie sociale. Il souligne la proximité des questions que se posent les acteurs de l'économie sociale à l'échelon mondial. Sa lecture, aisée, contribue sans aucun doute à renforcer les forces centripètes dans un contexte où les forces centrifuges ont parfois tendance à vouloir s'imposer.

**Jean-François Draperi** ●

## **La Mutualité tourangelle, creuset de solidarité**

*Coordonné par Jean-Luc Souchet.*

*Ed. Mutualité de l'Indre-et-Loire, 2000, 278 p.*

Un ouvrage somptueux par la richesse de son iconographie, son format, sa qualité d'édition : ainsi apparaît ce livre, issu de la volonté des administrateurs de la Mutualité d'Indre-et-Loire « *d'aller à la rencontre de [leur] passé pour donner plus de sens aux actions et aux projets à venir* » (Maurice Blanchard, président de la Mutualité d'Indre-et-Loire, p. 282). Doté d'un comité de pilotage et de plusieurs relecteurs, cet ouvrage a également bénéficié de contributions de spécialistes, incluses en encadré dans le texte principal. La liste des remerciements témoigne de la nature largement collective du travail coordonné par J.-L. Souchet, un travail d'autant plus impressionnant qu'il a été accompli en un an : c'est en effet au printemps 1999 que la Mutualité d'Indre-et-Loire a pris contact avec son auteur. Au total, une œuvre aussi remarquable par son résultat qu'exemplaire dans son mode d'élaboration.

L'ouvrage est construit en six parties : « I. Racines » ; « II. Le grand essor de la mutualité » ; « III. Mutualité et construction de la protection sociale » ; « IV. Mutualité et Sécurité sociale, le chemin commun (1945-1967) » ; « V. Mutualité et Sécurité sociale, la croisée des chemins (1967-1998) » ; enfin, « VI. Le choix de la solidarité : la spécificité mutualiste ».

La lecture permet de découvrir non seulement l'univers de la mutualité, mais celui d'un pays et de son histoire profonde, tant il est vrai que les pratiques mutualistes « *s'harmonisent avec la vie sociale jusqu'à en devenir un principe de base, le fondement d'un droit dit naturel* » (p. 14). J.-L. Souchet donne ainsi une rare occasion de relire l'histoire de la République du point de vue de la vie quotidienne en Touraine, une vie à la fois au cœur et en retrait de la République, comme soucieuse de défendre sa qualité par elle-même. En témoigne la première mutuelle recensée en Indre-et-Loire, créée en 1824 par des ouvriers tanneurs avec l'aide de leur employeur,